

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

1 F

HEBDOMADAIRE ROYALISTE - DEUXIÈME ANNÉE - 7-6-1972 - N° 58

les bretons sont-ils maos ?

**république ou monarchie
réponse de Gabriel Marcel**

pages 6-7-8



bretagne :

la guerre du lait

M. Cointat a eu l'autre jour un mot malheureux à propos de la « colère blanche ». Les Bretons seraient-ils maoïstes ? Ou plus simplement ne se dresseraient-ils pas contre l'exploitation de leur région ?

Après la grève du « Joint Français de Saint-Brieuc la grève du lait repose le problème breton. La Bretagne produit actuellement 12 à 13 % du lait français et l'élevage laitier, qui représente 22,9 % du revenu agricole breton, concerne 70 % des exploitations. Entre 1960 et 1970 la production laitière a augmenté de 35 %, le chiffre d'affaires industriel, lui, a plus que sextuplé par suite du développement de la fabrication sur place du fromage et de la poudre de lait.

Or, cette expansion s'accompagne d'une très grave crise. Pourquoi ?

LE DÉTONATEUR : LA FLUCTUATION SAISONNIÈRE DES PRIX

L'industrie laitière bretonne, en expansion, est en fait sous-payée. Le litre de lait est payé environ 60 centimes alors qu'il revient à 63,73 centimes. Une baisse de 4 centimes du prix en avril a tout déclenché.

En effet, le prix d'achat du lait à la production varie entre les mois d'été et les mois d'hiver. Cette péréquation avait pour but de dissuader les agriculteurs de garder leur lait en hiver. Ce fut un échec, et elle accorde de plus aux entreprises de transformation des facilités de trésorerie. Aucun contrôle individuel ou collectif n'est possible pour vérifier si les sommes prélevées au cours de l'été sont bien restituées en hiver. Actuellement faire du lait pour un exploitant revient à accepter un travail sous-payé, mois payé régulièrement. L'effet psychologique de « la paye du lait » est immense. Les petits exploitants agricoles sont donc condamnés par l'environnement climatique et surtout économique, à produire du lait. Ce qui peut entraîner à court ou moyen terme une surproduction locale ou générale. Le lait est aussi un des produits agricoles qui subit la plus forte plus-value au cours de sa transformation. Deux problèmes se posent donc, celui de la planification nationale et interrégionale des productions agricoles, et celui de la transformation de ces produits, et du contrôle des producteurs sur cette transformation.

LES RAISONS : LE MONOPOLE AGRO-CAPITALISTE...

Il est significatif que les agriculteurs aient séquestré les dirigeants de la coopérative d'Ancenis,

et parmi ceux-ci Thureau, ancien leader de l'aile gauche du C.N.J.A. (1).

Le 17 mai, c'est le tour des directeurs de la coopérative de Landerneau qui sont enlevés et lâchés dans la nature. La riposte ne tarde pas : sept coopérateurs membres du C.N.J.A. sont exclus. C'est que la coopérative agricole est obligée de se conduire en « patron de combat ».

Le mouvement coopératif, assez tardif en Bretagne, a suscité bien des espoirs. Au lendemain de la guerre de 1939-1945, à l'initiative de Tanguy-Prigent, se multiplient les diverses formes de l'agriculture de groupe (C.U.M.A., banques de travail, G.A.E.C., coopératives d'insémination artificielle, etc.).

Malheureusement, ces coopératives n'ont jamais pu contrôler la transformation des produits, contrôlée le plus souvent par des groupes capitalistes étrangers à la région. Dès lors elles sont intégrées dans un processus capitaliste à l'état pur et conduites à traiter leurs adhérents comme de simples salariés... quitte à avantager les plus gros producteurs par un système de primes.

... ET LA FIXATION EUROPÉENNE DES PRIX

Cette situation malsaine est aggravée par le Marché Commun. La fixation des prix se fait à Bruxelles à la suite de marchandages, et elle cherche plus à satisfaire les gouvernements et lobbies en présence qu'à orienter la production. Les facteurs qui font qu'une région se spécialise dans telle ou telle production (lait en Bretagne) n'ont rien à voir avec cette fixation des prix.

Le gouvernement français se contente d'être l'ambassadeur ou le porte-parole de telle ou telle catégorie d'agriculteurs auprès de Bruxelles, et ne joue aucun rôle dans l'orientation et la réglementation des productions. Certes tout n'est pas facile, les productions agricoles étant aléatoires, mais un minimum pourrait être fait.

Le vrai maître de l'agriculture française en général, et de l'agriculture bretonne en particulier, n'est pas le gouvernement français ; c'est la commission européenne de Bruxelles.

M. Cointat, député de Bretagne et ministre de l'Agriculture, en est réduit à jouer les « Monsieur bons offices ».

L'Europe verte a réduit les pouvoirs du gouvernement français, n'a pas prévu de planification interrégionale et ne saurait en prévoir. Toute

régionalisation ne doit pas aboutir à créer des régions concurrentes comme peuvent l'être deux entreprises. La nécessité d'un arbitrage s'impose donc, différent des systèmes essayés jusqu'ici.

AFFAIRE A SUIVRE !

De plus en plus, la seule manière de s'en sortir consiste à casser la baraque, à ne pas hésiter devant l'illégalité, à oser employer la violence. La F.N.S.E.A. (2) avait compris cela dans les années de 1960 à 1962, puis s'était de nouveau contentée de la procession revendicative traditionnelle. Il est vrai que les lois Debré et Pisani (1960 et 1962), bien que prometteuses, furent rapidement vidées de leur contenu. Le retour à des formes de revendications plus violentes ne doit pas faire oublier à leurs auteurs qu'elles devront être accompagnées d'une action politique.

Il faut rendre aux producteurs d'une région le contrôle des circuits d'aval, et éviter la transformation des producteurs de lait en salariés, n'ayant aucun contrôle sur le produit de leur travail, et de surcroît payés en dessous du S.M.I.C. Pour cela, il faut arriver à régionaliser les objectifs de la production laitière. Si la juste révolte des agriculteurs bretons débouche sur la contestation de l'Europe verte, si elle est une révolte pour le droit à la vie des régions françaises, si elle comprend la nécessité d'une harmonie entre les nouvelles structures de coopération des différentes régions, et si surtout elle débouche sur une action politique malgré l'inaction des syndicalistes officiels, elle ne sera pas un échec.

F. MARTIN.

(1) C.N.J.A. : Centre national des jeunes agriculteurs.

(2) F.N.S.E.A. : Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles.

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

RESTAURATION NATIONALE
Edité par la S.N.P.F.

17, rue des Petits-Champs - Paris (1^{er})
Téléphone : 742-21-93

Abonnement un an : 45 F

Abonnement de soutien : 100 F

C.C.P. N.A.F. 642-31

Directeur de la Publication :

Yvan AUMONT

Directeur politique : Gérard Leclerc.
Rédacteur en chef : Arnaud Fabre.

REDACTION :

Politique intérieure : Paul Maisonneuve, Christian Dujardin, Bertrand La Richardais, Patrick Plessis, Stanislas Leblanc, Hervé Catta, Gilles Desorres.
Politique étrangère : Axel Alberg, Philippe Vergne, François Martin, Perceval (Moyen-Orient), Yann Kerlann (Extrême-Orient).

Politique sociale : G.-P. Wagner, J.-C. Fréaud (Justice), Philippe Darois, Jean-Pierre Boulogne (Médecine), Marius Brémont.

Politique économique : Ph. Dillmann, Ph.-H. Durocher, J. Delcour, Henri Villemart.
Les Idées : Gérard Leclerc, Bertrand Renouvin, Francis Bertin.

Lettres, Art, Spectacles : Christian Delaroche, Dominique Paoli, Anne Richard.

Enquêtes et débats : Bertrand Renouvin, Patrice Bertin.
Secrétariat de rédaction : François Fleutot, Thierry Barberousse.

Imprimerie abexpress
72, rue du château-d'eau paris 10^e

Les derniers jours du mois de mai ont été marqués par la tuerie de l'aéroport de Tel Aviv et par l'arrestation du célèbre chef de la guérilla urbaine en Allemagne de l'Ouest, Andréas Baader. Sans doute y a-t-il de profondes différences entre les guérilleros palestiniens qui luttent pour leur terre et les gauchistes allemands qui combattent la société de consommation. Il y a du moins une convergence dans la méthode, qui consiste à commettre des attentats souvent aveugles, dont les innocents font toujours les frais.

Certains verront dans les activités de groupes tels que la « Bande à Baader » l'un des signes de la crise de notre civilisation. Sans doute. Mais le terrorisme n'est pas un phénomène nouveau : en Russie et en France au début du siècle, des attentats aveugles étaient déjà commis, qui avaient pour but de faire basculer une population terrifiée dans le camp de la révolution. Mais, quelles que soient les motivations, l'histoire montre que le schéma terroriste est toujours faux, qu'il entraîne toujours des conséquences diamétralement opposées à celles qu'il espérait.

C'est ce que Lénine - dont le frère fut pendu pour avoir cédé au mirage du terrorisme - remarquait déjà à propos de la Russie. C'est aussi ce que l'on a pu constater en France il y a dix ans, lorsque des gens se réclamant de l'O.A.S. plaçaient des bombes n'importe où. L'action terroriste permet en effet à la répression étatique de se développer dans toute son ampleur : pas de pitié pour les assassins ! Elle suscite parallèlement une peur qui renforce le parti de l'ordre, qui rassemble pour un temps la population autour de l'Etat : on l'a bien vu en France après l'attentat d'Issy-les-Moulineaux. Le terrorisme n'engendre donc jamais la révolution. On peut même dire qu'il est conservateur du désordre établi dans ses conséquences.

Les révolutionnaires de tous les pays devraient être sensibles à ces leçons de l'histoire. Mais il arrive un moment où

toutes les possibilités d'action étant épuisées, où la victoire paraissant inaccessible, la colère puis le désespoir effacent tout raisonnement, font rejeter toute stratégie : c'est ainsi que la « Bande à Baader » est née après l'effondrement du mouvement contestataire allemand ; c'est ainsi que les premières bombes ont explosé à Paris après l'échec du « Putsch » d'avril 1961. Dès lors la réprobation de l'opinion publique est impuissante à arrêter un terrorisme que la répression policière durcit encore.

La France vit pour l'instant dans l'insouciance de ce problème : les « nuits bleues » de la guerre d'Algérie sont oubliées, et les quelques bombes déposées devant des Perceptions n'ont guère ému l'opinion publique. Il suffirait pourtant de peu de choses pour que la mécanique du terrorisme se mette soudainement en marche. Il y a trop de Français qui ne voient plus de solutions légales à leurs problèmes. L'opposition politique est inefficace et corrompue, une fraction importante du syndicalisme représentée par la C.G.T., s'intègre dans le système et se contente de mouvements timides et sans lendemains, le pouvoir ne connaît comme méthode de gouvernement que la démagogie échevelée et la répression.

Dans une société qui tend chaque jour un peu plus au totalitarisme, face à un pouvoir sourd et aveugle, face à un ordre policier apparemment inébranlable, certains seront de plus en plus tentés de suivre l'exemple d'Andréas Baader. Comme toujours, des innocents souffriront de ces actions désespérées, irraisonnées. Et les desperados finiront comme Baader et ses camarades, sous les balles de la police. Peut-être même que leur dernier combat sera retransmis en direct par la télévision, comme l'autre jour en Allemagne. Les « gens d'ordre » applaudiront et exigeront un châtimement exemplaire. Sans se demander qui est le plus coupable, de celui qui commet le crime ou de celui qui y pousse.

N.A.F.

les nouvelles galeries

Les Nouvelles Galeries de Thionville font partie d'un groupe fort ancien de grands magasins qui a connu des difficultés financières récentes par suite d'une mauvaise gestion. Cependant, les bénéfices de la société ont été trois fois plus forts en 1970 qu'en 1969.

Le magasin de Thionville emploie 360 femmes. L'âge moyen est de 23 ans, la qualification et les diplômes professionnels faibles. Les salaires pour celles qui ont moins de trois ans d'ancienneté oscillent autour de 800 F par mois (plus un treizième mois). L'unique syndicat, F.O., a... cinq adhérentes.

Les conditions de travail sont dures : défense de s'asseoir, défense de se rendre aux toilettes, défense d'utiliser la salle de repos, pas d'infirmerie ni de cantine alors que certaines employées habitent dans des localités éloignées de Thionville et passent plusieurs heures par jour dans les cars et les trains.

Le 17 avril, la moitié des employées décide de faire grève pour réclamer un relèvement de salaires et surtout de meilleures conditions de travail. Elles adhèrent en bloc à la C.F.D.T. La direction continue à faire fonctionner le magasin avec les non-grévistes et les cadres, envoie les C.R.S. contre les ouvrières. Tout dialogue est bloqué pour l'instant.

NAF. TELEX... NAF. TELEX

• **BARBIE SUPER-STAR.** — *France-Soir* a été cruellement éprouvé en peu de temps par la perte de deux chevaux qui, pour être de retour, n'en étaient pas moins de bataille. Successivement Pierre Lazareff a avalé ses bretelles et le duc de Windsor, le plus élégant des play-boys abdicateurs, rendu l'âme. Die merci, le tonus de l'équipe rédactionnelle spécialisée dans le sang, le sexe et le sordide, n'en est pas affecté pour autant. La direction de ce qui fut *Défense de la France*, organe de la résistance, vient de commencer la publication des mémoires du chef S.D. de Lyon, Klaus Barbie, le tortionnaire de Jean Moulin... et lui permet d'accuser de trahison l'écrivain René Hardy, pourtant disculpé à deux reprises de façon indiscutable, en 1947 et 1950 ! Comme illustration du caractère abject de la société du spectacle, ce n'est pas mal. Il est vrai que l'on peut toujours mieux faire dans le genre : à quand les mémoires de Mengele, « médecin » d'Auschwitz, avec préface de Darquier de Pellepoix ?

• **REGIONS.** — Le Sénat a ratifié le projet de mini-réforme. Le grand conseil des communes de France, comme disait sans rire Gambetta, a été trop heureux de voir le cadre départemental préservé. Un amendement tendant à faire de la région une collectivité locale a été repoussé par 149 voix contre 67. Et vive les notables politiques !

• **VOIE EXPRESS RIVE GAUCHE.** — Aux dernières nouvelles, un projet plus raisonnable que le précédent serait en cours d'élaboration : il pré-

voierait d'enterrer la voie entre le Pont Royal et le Pont de l'Archevêché. Les pressions de la N.A.F. et du Comité « Sauver Paris » ont-elles été pour quelque chose dans cette évolution ? Toujours est-il que l'idée de voie souterraine n'est défendable que dans la mesure où elle n'est pas trop onéreuse. A cet égard, il serait bon d'étudier la possibilité d'utiliser le souterrain S.N.C.F. Orsay-Austerlitz, quitte à supprimer la gare Saint-Michel et à prévoir l'aboutissement de la liaison d'Orly à Austerlitz. Nous y reviendrons dans un prochain numéro.

• **CONTRAVENTIONS.** — Députés et sénateurs ont voté à la sauvette le prélèvement d'office sur les comptes bancaires et postaux des contraventions impayées, prélèvement qui ne sera plus soumis à une décision judiciaire mais à celle d'un quelconque bureaucrate. Les Scandinaves ont un « ombudsmar » chargé de préserver les libertés individuelles. Apparemment, le besoin s'en fait de plus en plus sentir en France !

• **MOYEN ORIENT.** — Perceval examinera la semaine prochaine, dans ces colonnes, la situation créée par la décision irakienne de nationaliser l'Iraq Petroleum Company. Notons d'ores et déjà que les gémissements de la presse anglo-saxonne exhortant la France, au nom de la morale (!), à refuser de participer à l'exploitation des gisements nationalisés, tiennent de la tartufferie. Nous avons au contraire une partie à jouer dans ce secteur du globe.



Philippe Dillmann explique ci-contre comment la « participation » sauce gaulliste est surtout destinée à graisser la machine bureaucratique mais non à établir durablement le prolétariat dans la cité.

A vrai dire MM. Chaban-Delmas et consorts ne sont pas les seuls à rêver de graisser la machine. Les bureaucrates de la C.G.T. sont aussi dans ce cas. Ils rêvent de revendications dûment caporalisées s'exerçant dans « l'ordre et la responsabilité », c'est-à-dire stoppables à volonté sur ordre de ces Messieurs de la rue La Fayette. Et Dieu sait si M. Séguy ne demande qu'à stopper pour peu que le pouvoir accorde de temps en temps des 4 % d'augmentation aux travailleurs et surtout tienne la centrale communiste pour les seuls interlocuteurs valables.

Moyennant quoi comme dans les romans roses tout se termine par une embrassade entre les jaunes staliniens et le secrétaire d'Etat au Travail de service.

DE LA GRÈVE DES MARGINAUX...

Mais voilà, ce beau schéma est mis à mal depuis quelques années. Déjà, les bureaucrates de la C.G.T. avaient vu sans plaisir la nouvelle aristocratie ouvrière des techniciens et agents de maîtrise dépasser les revendications salariales classiques et réclamer le droit à un contrôle sur la marche de l'entreprise et sur la finalité de la production. L'autogestion réclamée par les travailleurs des industries de pointe faisait hurler rituellement Marchais comme Séguy.

Et voici que le syndicalisme intégré se met à gripper par l'autre extrémité. L'année dernière soixante O.S. du Mans avaient mis en panne l'usine Renault de la ville parce qu'ils en avaient assez d'être considérés comme des robots dans une entreprise déshumanisée.

Ces derniers mois, les grèves de ce type se sont multipliées : Joint Français, Creusot-Loire de Dunkerque, Penarroya de Lyon, les Nouvelles Galeries de Thionville.

Dans tous les cas, nous sommes en présence d'entreprises employant une main-d'œuvre peu qualifiée, souvent en grande majorité (Le Joint) ou même en totalité (Thionville) féminine.

Dans tous les cas, le personnel était payé à des tarifs insuffisants : 700 à 750 F au Joint, entre 800 et 900 F à Thionville, primes annexes comprises. La revendication a débuté sur des relèvements de salaires. Mais partout, la grève a durci et pourri parce que les ouvriers trouvaient insupportable le mépris de fer que leur opposait la direction et enrageaient de ne trouver personne avec qui dialoguer.

Partout, également, le problème des conditions de travail, le refus de la robotisation n'a pas tardé à prendre le pas sur les demandes d'augmentation.

Dans tous les cas enfin les grévistes n'ont rencontré qu'un accueil mitigé des syndicats — C.F.D.T. mise à part — d'ailleurs peu implantés dans ces entreprises, mais ils ont en revanche bénéficié du soutien massif de la population. A St-Brieuc comme à Thion-

ville la C.G.T. a condamné la grève, la C.F.D.T. la soutenue mais a davantage suivi que précédé le mouvement. Des comités de soutien ont été créés dans les deux localités auxquels la population a apporté son appui car dans les deux cas le drame des grévistes et aussi celui d'une région en crise sur le plan économique et social...

... A LA GRÈVE PIÈGE A C...

Face à ces grèves longues — plusieurs semaines — dures et spontanées, Séguy s'inquiète, crie au complot gauchiste et soupçonne la C.F.D.T. de vouloir récupérer le mouvement. Pour reprendre les choses en mains, la C.G.T. a lancé le mot d'ordre de la journée nationale de grève revendicative le 7 juin sur les deux thèmes suivant : S.M.I.C. à 1000 F, retraite à 60 ans. Ces mots d'ordre sont démagogiques et irréalistes.

Démagogiques parce que l'augmentation du S.M.I.C. à 1000 F décidée *ex abrupto*, et sans tenir compte des mécanismes inflationnistes de la société de consommation pourrait ne se traduire dans les faits que par une très faible augmentation du pouvoir d'achat réel. Il est urgent de revaloriser les bas salaires (parfois au-dessus de 1000 F !), mais pas n'importe comment et dans n'importe quel contexte. Un remodelage des structures des

entreprises peu dynamiques, une organisation professionnelle au niveau régional avec participation à la gestion des travailleurs, une finalisation de la production sont les préalables à toute augmentation salariale importante qui ne soit pas un leurre.

Irréalistes car il est absurde de mettre la retraite à 60 ans comme un couperet. Indispensable pour certains, elle équivaut pour d'autres à la rupture d'une activité qui sous-tend la vie.

Ces revendications montrent que la C.G.T. fait de l'humanisme bureaucratique (si tant est que l'on puisse marier ces deux termes !) et que son projet de civilisation est la termitière assortie du « mouvoir » à vieillards.

Allons Messieurs les premiers commis de la nouvelle Société Immobilière, dormez tranquilles, M. Séguy est le meilleur défenseur de votre société technocratique. A moins que chaque jour plus nombreux les travailleurs ne comprennent l'imposture et ne se passent de la C.G.T. pour imposer une société qui soit une amitié et non une collection de matricules de Sécurité Sociale. Nous nous y emploierons. Le Joint, Thionville, ce n'est qu'un début...

Arnaud FABRE.

Séguy : briseur de grèves !

tee-shirt
monarchie libertés

Franco 18 F

mini-cassette
Gérard Leclerc - Jacques Chancel

Franco 35 F

Commande à nos bureaux



relance de la participation ?

Parmi l'ensemble des mesures annoncées dernièrement par le Premier Ministre, il en est une qui rejoint les principes de sa « Nouvelle Société » : la participation. D'ici quelques mois plusieurs milliers de salariés verront se débiter la première année de leur « participation aux fruits de l'expansion » prévue par l'ordonnance du 17 août 1967. Un premier bilan est donc possible. Pourtant rien n'a changé dans le système économique. L'actionnariat, l'intéressement, la participation n'ont en rien bouleversé ou réformé les structures économiques et sociales actuelles.

Le 23 mai, M. Chaban-Delmas déclarait à l'Assemblée Nationale que seraient mis à l'étude les moyens d'inciter les entreprises à adopter le statut prévu par la loi de 1966 (1) instituant le principe de « société à conseil de surveillance et à directeur ». Un projet de loi serait déposé ouvrant les conseils de surveillance à deux représentants des salariés de l'entreprise, l'un élu par les cadres, l'autre par l'ensemble du personnel.

Il s'est trouvé des commentateurs pour se féliciter d'une telle décision. La majorité des intéressés ne s'est pourtant pas prononcée, sinon pour marquer son scepticisme ou pour rappeler les faibles résultats des expériences antérieures de participation.

Idee assez ancienne, l'association capital-travail fut tentée dès le XIX^e siècle avec des précurseurs tels Buchez, ou Louis Blanc dont les « Ateliers Sociaux » de 1848 donnèrent naissance aux Sociétés coopératives de Production. Intégrées au Code du Travail en 1937, puis aux différents textes sur les sociétés commerciales, elles sont encore aujourd'hui au nombre de 700, réunissant environ 50.000 sociétaires. Tentative plus proche des textes actuels, la loi Chéron de 1971 sur les « sociétés anonymes à participation ouvrière et actions de

travail », tendait à faire participer le personnel salarié, à la fois aux bénéfices et à la gestion de l'entreprise. Ce fut un échec. Par contre mai 1968 a donné une nouvelle impulsion à ces préoccupations en redécouvrant le thème de la participation. Or celui-ci recouvre un domaine fort vaste. On distingue, selon les objectifs ou le niveau de réalisation, la participation aux résultats (intéressement des travailleurs) et la participation à la gestion de l'entreprise. Toutes deux sont pourtant fortement dépendantes ; ainsi des hommes tels que Marcel Loichot (2), Louis Vallon ou René Capitant, cherchant une « troisième voie » entre le capitalisme et le socialisme, développèrent une vision dite patrimoniale de l'entreprise, faisant de l'association du capital et du travail la conclusion logique de l'action conjointe des actifs sociaux et de l'actif humain dans le développement de l'entreprise.

L'ordonnance du 7 janvier 1959 et surtout celles du 17 août 1967, s'inspirèrent du Plan Loichot comme de « l'amendement Vallon » et instituèrent une « participation aux fruits de l'expansion des entreprises », système obligatoire (3) permettant la mise en réserve d'un « super-bénéfice » calculé en fonction du bénéfice fiscal, des capitaux propres et d'un rapport salaires/valeur ajoutée représentant la part du travail dans l'activité créatrice de l'entreprise. Les sommes attribuées aux salariés sont bloquées pendant cinq ans, soit au sein de l'entreprise dans un compte bloqué ou par la distribution d'actions de la société, soit à l'extérieur par versement à un fonds commun de placement.

Il y a lieu de noter que la constitution de cette réserve s'accompagne de divers avantages fiscaux pour l'entreprise tout en accroissant sa trésorerie lorsque les fonds sont versés dans un compte bloqué. Or, fin 1970, sur les 5.800 accords conclus, 46 % avaient choisi cette formule. De plus, sur les 5 millions de travailleurs salariés d'entreprises

théoriquement assujetties à l'ordonnance, moins de 3 millions sont concernés par un accord. Actuellement environ 20 % de l'ensemble des salariés français « bénéficient » d'un accord d'intéressement représentant en moyenne des droits de 300 F par an ! Quelques sociétés, telles Sommer, Ricard, Clin-Byla ou Viniprix, offrent des avantages bien supérieurs, mais dans l'ensemble les résultats sont assez médiocres. De même, par la loi du 31 décembre 1970 sur les « plans d'options sur actions », les cadres devaient se voir proposer le système des stocks-options employé avec succès dans les pays anglo-saxons. Opérationnel depuis à peu près un an, le système n'a été adopté que par une ou deux entreprises !

En définitive le bilan de la participation n'est certainement pas un échec total pour l'économie sur le seul plan de la collecte de l'épargne. Pour les travailleurs, faute d'une véritable redistribution du pouvoir dans l'entreprise, l'intéressement représente au mieux un supplément de salaire. L'ouverture vers une cogestion à l'allemande, associant les représentants du personnel à ceux du capital « dans un conseil de surveillance » ne recueille que l'indifférence ou est ressentie comme une tentative de « récupération » visant à masquer les vrais problèmes.

L'idée d'un capitalisme populaire basée sur l'actionnariat des salariés néglige en fait — à côté de réflexions théoriques intéressantes — la dissociation nouvelle entre le pouvoir et le capital. Bien que les statuts de la société anonyme placent encore le pouvoir entre les mains des actionnaires, les conséquences de la technologie les en dépouillent pour le transmettre à la « technocratie ». C'est donc par une participation à la gestion que doit être associé au développement de l'entreprise l'ensemble de son personnel.

L'ordonnance de 1945 avait cette ambition en instituant les comités d'entreprise ; or, parmi les entreprises tenues à constituer un tel comité, seul un tiers en possède un régulièrement constitué. De même, délégués du personnel et plus, récemment, section syndicale d'entreprises, furent constitués pour protéger les travailleurs, mais ne peuvent très souvent remplir que partiellement leur tâche.

La participation des travailleurs à l'exercice du pouvoir économique au sein de l'entreprise passe d'abord par une protection plus efficace des droits spécifiquement inhérents au travail. Pour l'instant l'intéressement est appliqué au travailleur comme la graisse à la machine. Seule compte la productivité finale. Le temps n'est pas encore où un gouvernement avide d'arguments électoraux renoncera à utiliser « ces succédanés de l'association réelle et contractuelle : primes à la productivité, actionnariat ouvrier, intéressement aux bénéfices, par quoi certains, qui se croient habiles, essaient de la détourner » (4).

Philippe DILLMANN.

Samedi 10 juin à 14 heures

Fête sur les Berges, quai Saint-Bernard

Dimanche 25 juin à 14 heures

Fête pop, Château de Montmirault (Essonne)

(1) Le droit classique de la société anonyme résulte de la loi de 1897 et de sa réforme de 1966.

(2) Marcel Loichot, « La Réforme pancapitaliste » (R. Laffont, 1966). « La Mutation ou l'Aurore du Pancapitalisme » (Tchou, 1970).

(3) Le système est obligatoire (dans les ordonnances de 1967) pour les entreprises comptant plus de 100 salariés.

(4) Extrait d'un discours du Général de Gaulle prononcé à Paris le 25 juin 1950. (Publié chez Plon, 1970.)



N.A.F. — *Gabriel Marcel, on dit que vous êtes monarchiste, est-ce vrai ?*

G. M. — C'est vrai en ce sens que j'ai toujours éprouvé de la sympathie pour l'institution monarchique. Et je dois dire que les arguments sur lesquels reposait cette sympathie gardent pour moi toute leur valeur. Puis-je dire que je suis monarchiste aujourd'hui ? J'hésiterai à l'affirmer car je ne vois malheureusement pas du tout dans quelles conditions la monarchie pourrait être restaurée en France.

N.A.F. — *Pour quelles raisons vous êtes-vous tourné vers la solution monarchique ?*

G. M. — Il y a d'abord une circonstance qui a joué un rôle très important : c'est l'impression épouvantable que j'ai ressentie lorsque j'ai pris connaissance, étant enfant, de l'histoire de la Révolution française. J'ai été infiniment plus frappé par les horreurs de cette période que par les principes généreux qui étaient à l'origine.

Par la suite, j'ai suivi de très près la politique extérieure et je me suis aperçu que les événements confirmaient les thèses de Bainville qui, entre parenthèses, m'a beaucoup plus impressionné que Maurras.

Si je me place maintenant à un autre point de vue, je dirai que ce qui s'est développé en moi sur le plan philosophique c'est une horreur croissante de l'abstraction, de l'idéologie. Et il m'a toujours semblé que le régime monarchique correspondait à quelque chose d'infiniment plus concret, qu'il était beaucoup plus accordé à certaines exigences profondes de l'être humain que le système républicain, qui m'apparaissait comme quelque chose d'indéterminé, de protéiforme. Au fond, c'est en moi l'homme du concret qui sympathise avec la monarchie. Et puis, comme je l'ai dit il y a bien longtemps, il est pénible de penser que dans une démocratie les seules cérémonies sont pour des enterrements. Il n'y a rien de plus beau au contraire que la fête pour une naissance ou pour un mariage. Ce que je vous dis là est peut-être élémentaire, mais cela correspond aux données profondes de ma conscience sur ce point.

N.A.F. — *Depuis quelques années, on recherche des régimes à « visage humain ». N'est-ce pas le propre de la monarchie que de présenter ce caractère, dans la mesure où elle s'incarne dans un homme, dans une famille ?*

G. M. — Exactement. Je pense d'autre part que la succession héréditaire, qui comporte des aléas, en comporte peut-être moins que les changements, ces mutations qui se produisent à la suite d'une élection. Je n'ai jamais été choqué, bien au contraire, par l'aspect dynastique de la monarchie, parce que, là encore, nous sommes dans le concret.

N.A.F. — *Est-ce que cela ne vous paraît pas aller à l'encontre de certains thèmes actuels : le refus des « privilèges », des situations acquises, de l'héritage ?*

G. M. — Comme je l'ai dit dans mon dernier livre, je pense qu'il faut instituer une différence de nature entre l'égalité et la fraternité : la fra-

réponse de gabriel marcel

la monarchie contre la tech

Gabriel Marcel est né le 7 décembre 1889 à Solignac, dans le Lot. Il a publié de nombreux essais : *Le mystère de l'été*, *Essai de philosophie chrétienne*, *Le théâtre* : *Un homme de Dieu*, *Le che* etc. Parmi ses nombreuses distinctions, l'Académie française (1948) et le prix E

ternité est une valeur essentielle, alors que l'égalité est une valeur fictive. Et je crois avoir exprimé cela très clairement en disant que l'égalité est égocentrique alors que la fraternité est oblatrice.

On parle des privilèges. Il est évident qu'il y a quelque chose de choquant dans le privilège. Mais alors rien n'est pire que le privilège dû à l'argent. Pour moi, une société ploutocratique comme la nôtre est infiniment plus choquante qu'une société aristocratique et monarchique. J'ajouterai que le privilège a toujours été regardé par la noblesse comme la contrepartie d'un service. Et une aristocratie digne de ce nom se caractérise à mon avis par ce sens de l'obligation.

Quant à l'héritage, je pense que sa suppression entraînerait une mutilation de certaines exigences profondes de l'homme. Je ne dis pas que ces exigences sont éternelles, mais le besoin de faire profiter sa descendance de ce que l'on a acquis soi-même ne me semble pas du tout choquant.

N.A.F. — *La crise de notre société ne tient-elle pas essentiellement aux idées qui ont été à l'origine de la démocratie ?*

G. M. — Je pense que vous avez absolument raison. Rousseau a véhiculé un grand nombre d'idées fausses et qui, à l'expérience, se sont révélées redoutables, même s'il était par certains côtés un homme de génie.

Ce qui me paraît redoutable en ce moment, c'est la conjugaison de l'égalitarisme et de la technocratie. Et je suis d'accord avec ceux qui affirment que les Etats-Unis peuvent devenir quelque chose d'aussi dangereux que la Russie soviétique. C'est pourquoi je me demande si une monarchie véritablement incarnée ne serait pas plus susceptible d'opposer un frein à la technocratie qu'une république.

A ce propos, il y a un exemple sur lequel il convient de réfléchir et qui est celui du général de Gaulle. Celui-ci a été un monarque, et non un

dictateur. Mais, en même temps, on est bien obligé de reconnaître que la monarchie gaullienne ne présentait pas tous les avantages d'une monarchie authentique. En réalité, je pense qu'il y a eu chez de Gaulle d'une part un héritage maurassien dissimulé et en partie renié, et d'autre part ceux. Ce que je n'ai jamais admis chez lui, c'est qu'il méprisait l'individu et avait une sorte de passion démocratique d'un caractère très douce pour la foule. Alors que c'est pour moi le contraire qui doit être : l'être humain est toujours respectable et nous devons toujours nous ouvrir à lui, alors que la foule est toujours dégradée et dégradante.

N.A.F. — *Ce concept de foule vous paraît-il intimement lié à la démocratie ?*

G. M. — Certainement. Je crois qu'il y a un mot dont on sait de moins en moins ce qu'il veut dire, c'est le mot peuple.

Je suis d'ailleurs très frappé d'une certaine dégradation du peuple français qui, pour moi, est due pour une part à la mutilation de l'artisanat, qui, comme l'a montré Daniel Halévy, a été un grand réservoir de vertus.

N.A.F. — *Cela pose le problème de la société industrielle...*

G. M. — En effet. Il y a là un ensemble de maux évidents, qui sont compensés dans une très faible mesure par un certain nombre d'acquisitions, que l'on ne peut pas contester : se réfugier dans le passéisme d'un Lanza del Vasto me paraît absurde. Mais je pense pour ma part que l'homme a chargé sur ses épaules le fardeau des techniques et qu'il ne lui sera plus permis de le déposer, sous peine de regresser terriblement.

Cela ne signifie pas que les techniques soient mauvaises. Je pense au contraire qu'elles sont bonnes. Mais il n'est pas certain qu'il y ait un en-soi des techniques. En réalité, nous sommes toujours obligés de voir comment ces techniques

ocratie

1889 à Paris. Homme de lettres et philosophe, *Journal métaphysique*, *Etre et Avoir*, *Le monde*. **Dramaturge**, il a écrit plusieurs pièces. *Un de crête*, Rome n'est plus que Rome, *Signalons le grand prix de littérature de Rome* (1969).

s'exercent, et il est évident qu'elles vont à l'encontre des libertés fondamentales. Cela crée une situation qui sera de plus en plus difficile parce que l'homme est en train de devenir prisonnier des techniques et de leurs résultats.

N.A.F. — *La technocratie ne s'explique-t-elle pas par une absence de pouvoir politique ?*

G. M. — La technocratie est en effet une substitution de l'économie à la politique ; c'est, comme dirait Sartre, une « néantisation » de la politique. Et ce problème de la technocratie est pour moi fondamental, parce que nous ne pouvons empêcher le développement des techniques et parce que c'est dans le seul ordre des techniques que le mot progrès a un sens.

N.A.F. — Face à ces problèmes, le phénomène de la contestation ne doit pas vous étonner ?

G. M. — La contestation ne m'étonne pas du tout, seulement je trouve qu'elle prend des formes idiotes et dégradantes, comme par exemple la mise en accusation de la famille et de la paternité.

Mais il y a certainement chez les gauchistes des garçons généreux, comme ceux qui partent travailler en usine. Mais je doute que le maoïsme puisse un jour s'instaurer dans notre pays. En fait, Mao me paraît être un alibi : c'est autre chose que la société soviétique — qui dégoûte profondément les gauchistes — et parce que c'est autre chose on a tendance à l'idéaliser. Mais cela me paraît tout de même une manière de raisonner très négative.

N.A.F. — *Pensez-vous qu'une unité plus vaste que la nation puisse se constituer un jour ?*

G. M. — Oui, je le crois, et c'est un des points sur lesquels je suis en désaccord total avec l'Action française. Je pense que les deux guerres

mondiales ont été provoquées par le nationalisme et je salue tout ce qui va dans l'autre sens.

Je crains que les institutions européennes ne soient encore chimériques, mais je souhaite une confédération européenne, à condition que cela ne conduise pas à l'effacement des nations.

N.A.F. — Quelle est votre position par rapport à l'Action française ?

G. M. — Je n'ai jamais apprécié le nationalisme de l'Action française. J'ai par contre apprécié un certain nombre des critiques qu'elle adressait à la III^e République, et je me souviens d'avoir lu « Kiel et Tanger » avec admiration. Mais, je le répète, je n'aime pas l'exaltation nationaliste, même si je suis par ailleurs effrayé du déclin de l'esprit civique. Je crois qu'il est très important de faire prendre conscience aux Français de ce qu'il y a eu de grand, de riche et d'universel dans le destin de la France. Mais en même temps je ne voudrais pas que cela aboutisse à cette sorte d'exaltation vaniteuse qui a fait tant de mal.

N.A.F. — *Le nationalisme de Maurras était-il vraiment vaniteux ?*

G. M. — Il est certain que, très souvent, Maurras n'a pas été compris et que le public de l'Action française ne s'est pas toujours montré très intelligent.

Je vais vous citer un fait qui s'est passé pendant la guerre, en 1943 : Maurras était venu à Saint-Etienne faire une conférence qui a été suivie d'une discussion. L'une des personnes présentes ayant évoqué le péril bolchevique, Maurras s'écria : « Le danger actuel, c'est l'Allemagne, c'est le fait que l'Allemagne nous occupe. » Il y eut une espèce de surprise sur le visage des gens. Et Maurras de leur dire : « Je vous étonne en disant cela ? » « Mais, répondit-on, vous parliez toujours de l'Angleterre ! » « Mais enfin, répondit Maurras, je parlais de l'Angleterre parce que je pouvais le faire, alors que je ne pouvais pas parler de l'Allemagne. Mais comment avez-vous pu croire que ma position fondamentale à l'égard de l'Allemagne avait changé ? »

Ainsi, Maurras ne s'était pas rendu compte que son silence était faussement interprété.

Pour en revenir à votre question, il est probable que vous avez raison en un certain sens, et que, lorsque je parle de Maurras, c'est une image déformée, caricaturale, que j'ai à l'esprit. Mais on ne peut faire abstraction du mouvement politique qu'il avait déclenché.

Le second point qui me sépare de l'Action française est son antisémitisme. J'ai horreur de l'antisémitisme. Pendant la dernière guerre, je suis tombé sur un numéro de l'*Action française* qui contenait cette phrase, sous la signature de Georges Calzant : « En ce qui concerne les juifs, on ne va ni assez vite ni assez fort. » Dès lors je n'ai plus jamais ouvert ce journal, parce que cette phrase était monstrueuse, et que la médiocrité du personnage qui l'avait écrite ne constituait pas une excuse.

Enfin, je suis toujours resté profondément dreyfusiste, par horreur de l'injustice, et par opposition aux gens qui la décèlent seulement chez leurs adversaires politiques et idéologiques.

note
de
lecture

Christian de la Mazière, fils d'un officier d'Action française et formé lui-même à l'école de Maurras, revêtit un jour de 1944 l'uniforme de la Waffen S.S. Décision qui, comme il le raconte dans ce livre, devait le conduire sur le front de l'Est au moment de la débâcle allemande, puis dans les camps soviétiques et enfin dans les prisons françaises.

Aventure moins originale qu'on ne le croit puisque 7 000 Français combattirent sous l'uniforme S.S. et que certains d'entre eux furent parmi les derniers défenseurs de Berlin.

Une telle expérience aurait pu donner naissance à un livre malsain ou franchement scandaleux : on se souvient par exemple de la trilogie de Saint Loup, où le combat pour le moins douteux de la L.V.F. et de la division Charlemagne est exalté sans aucune réserve. Mais La Mazière ne se confine pas dans son passé, ne s'enferme pas dans la rancœur du vaincu : il a connu le fanatisme, la guerre, le totalitarisme, il dit ce que cela représentait, et, le disant, il se débarrasse de son passé.

Par là même, son livre est un document important sur l'attitude fasciste qui, contrairement à ce que certains voudraient laisser entendre, n'a jamais eu aucun rapport avec la pensée d'Action française. « Le Rêveur Casqué » montre bien qu'il n'y a aucun lien logique entre la formation intellectuelle de l'auteur et son engagement aux côtés de l'Allemagne nazie. Si La Mazière est devenu S.S., c'est parce qu'il était fasciné par le folklore romantique de Nuremberg, par les mythes germaniques que le national-socialisme avait fait renaître. Ainsi, son adhésion au nazisme ne pouvait se faire qu'après une rupture totale avec l'enseignement maurrassien, qui défendait la civilisation face à la barbarie germanique, la mesure face à la violence, l'ordre classique face au désordre romantique.

Certains reprocheront à l'Action française de n'avoir pas réussi à prémunir tous ses adhérents contre le vertige nazi. Mais peut-on empêcher des jeunes gens, au demeurant peu formés intellectuellement, de céder à l'irrationnel, de se jeter dans les fêtes barbares, de sacrifier au mythe de la pureté et de la force ? Car c'est bien de cela qu'il s'agit : le fascisme n'est pas une doctrine, mais une mystique païenne : on le voit bien en lisant La Mazière, fasciné par Nuremberg, ou Brasillach attiré invinciblement par le « fascisme immense et rouge ». Du moins l'Action française aura-t-elle empêché le développement d'un national-socialisme français. Si elle n'avait pas existé, les 7 000 combattants de la division Charlemagne auraient peut-être été 70 000 ou 700 000. Alors l'Allemagne aurait pu tenir quelques mois de plus, et terminer la mise au point de ses armes secrètes. Et les jeunes Français d'aujourd'hui marcheraient au pas de l'oié...

Bertrand LA RICHARDAIS.



réponse à gabriel marcel contre l'antisémitisme

La réponse de M. Gabriel Marcel à notre débat constitue pour nous une grande joie et nous ne saurions trop le remercier du grand honneur qu'il nous a fait. Monarchiste, Gabriel Marcel l'est avec autant de conviction que nous, réserve faite des difficultés de restauration qui lui paraissent très difficiles aujourd'hui. Pourtant, il n'a jamais appartenu à l'école d'Action française malgré sa vive affection pour Henri Bœgner dont il avait épousé la sœur, et son amitié pour Pierre Boutang et Pierre Debray. Qu'importe ! Nous dirons au contraire qu'il nous est très agréable qu'un philosophe de grande valeur ait dessiné son propre chemin vers la monarchie, un chemin parallèle à celui de Maurras.

On sait que le philosophe de *Etre et Avoir* est en quelque sorte l'anti-Sartre. On a voulu parfois caractériser sa pensée par l'expression « existentialisme chrétien ». Mais lui-même ne l'aime guère et préfère celle de « socratisme chrétien ». Elle nous paraît caractériser sa méthode. On a pu le constater en lisant sa réponse. Le refus de l'abstraction et de l'idéologie ne constitue-t-il pas une part essentielle du combat contre la sophistique ? La meilleure parade contre les dialectiques mensongères tient avant toute chose dans le recours à l'expérience concrète, au retour au réel, aux choses de la vie.

Ainsi naturellement le philosophe s'intéresse à l'aspect dynastique de l'institution monarchique puisqu'à l'inverse des préjugés de la sophistique contemporaine l'hérédité est constitutive du vivant, la famille reste la cellule première de la société et l'héritage est la marque de l'homme qui veut se perpétuer en même temps qu'assurer l'avenir de ses enfants. Nous n'insisterons pas sur tout ce que le philosophe explique à propos de la monarchie et de la démocratie. Nos lecteurs auront remarqué combien l'accord entre nous était profond sur l'essentiel.

En revanche, nous insisterons sur deux points où Gabriel Marcel paraît manifester un désaccord sérieux avec l'Action française. Nous voulons parler du nationalisme et de l'antisémitisme.

Sur le premier point, nous serions tentés de reprendre la phrase de Maurras que nous citait Jean de Fabrègues : « *Le nationalisme n'a été pour moi qu'un pis aller.* » Il nous souvient même d'une autre phrase où Maurras parlait de l'extrême odieuse en un certain sens qui avait nécessité la formation d'un parti nationaliste. Ce « isme » nous est désagréable. Simplement la rigueur des temps a voulu que faute d'un Etat, un groupe de citoyens éclairés se mobilise pour la défense de la nation. Le nationalisme n'est rien d'autre pour nous qu'une régence.

Nous ne voulons pas dire que les vertus civiques sont à l'éclipse. Pour reprendre la fière déclaration d'un soldat perdu : le patriotisme n'est pas notre tenue du dimanche c'est notre bleu de travail. Le patriotisme sera toujours nécessaire en monarchie. Mais la mobilisation des citoyens pour suppléer à la carence de l'Etat dans son domaine n'aura plus le même caractère d'urgence. Au demeurant le nationalisme intégral n'a jamais eu

ce caractère agressif, outrancier, impérialiste, que dénonce Gabriel Marcel. Il s'agissait pour lui de faire fructifier un héritage, sauvegarder une identité, défendre les fondements d'une amitié multi-séculaire.

Par contre, les griefs de Gabriel Marcel sont tout à fait justifiés à l'encontre du nationalisme allemand dont Maurras avait senti le danger redoutable qu'il faisait planer non seulement sur notre pays, mais encore sur l'humanité.

Notre interlocuteur, qui sait la valeur de la communauté nationale, est ainsi en mesure de comprendre notre nationalisme. Nous en voulons pour preuve son désir d'une unité européenne qui sauvegarderait les personnalités nationales. S'il pousse un peu plus loin sa réflexion, il ne pourra que constater que la construction européenne n'est rien d'autre pour le moment qu'une de ces tentatives technocratiques dont il a toutes raisons de se méfier.

Venons-en à la phrase de Georges Calzant sur les Juifs, qui fait bondir quand on sait le sort qui leur était réservé à cette époque.

Nous n'avons pu retrouver l'article incriminé par Gabriel Marcel, et nous ne savons donc pas dans quel contexte il a été écrit. Mais tel qu'il est, il témoigne d'une époque où les esprits les plus solides étaient gagnés par la déraison, où les hommes les plus clairvoyants perdaient contact avec les réalités et ne s'apercevaient pas que leurs conceptions de l'avant-guerre risquaient de se traduire dans les faits de façon catastrophique.

Du moins peut-on retenir de cette époque une leçon, qui concerne l'antisémitisme. L'Action française, c'est un fait, a longtemps professé un antisémitisme d'Etat qui visait à délivrer le pouvoir de la pression de la communauté juive — comme d'ailleurs des groupes nationaux, financiers et professionnels qui existent en France. Il n'y avait là aucun racisme. Mais l'expérience tristement célèbre du « Commissariat aux questions juives » a montré que toute politique antisémite devait nécessairement se référer à des critères raciaux, et risquait ainsi d'aboutir au génocide. Depuis les camps d'extermination, il ne peut plus être question d'antisémitisme. Qu'il y ait une communauté juive en France, c'est certain. Que cette communauté veuille préserver son identité, c'est normal. Qu'elle cherche à faire pression sur le pouvoir, c'est possible. Mais à partir du moment où le pouvoir sera libéré, par l'hérédité, de tous les groupes de pression, on ne voit pas pourquoi il chercherait à brimer une communauté qui ne pourrait en aucune façon menacer son indépendance.

Mais, puisque Gabriel Marcel a évoqué son ami Daniel Halévy, nous ne pouvons oublier l'hommage éclatant que ce dreyfusard rendit à l'attitude de Maurras durant la célèbre affaire. Par-delà les passions et bavures, rançon de tout combat ardent, on ne peut totalement faire grief à l'A.F. d'un antisémitisme obsessionnel.

Gérard LECLERC,
Bertrand RENOUVIN.

maurras et la gestapo

M^{lle} Hélène Maurras nous communique un article publié sous la signature d'Henri Guillemin dans le « *Provençal du Dimanche* » du 7 mai, et dans lequel on peut lire ceci :

« Maurras continuera d'affecter un anti-germanisme de parade, mais pas d'allié et de collaborateur "objectif" de l'Allemagne plus efficace que son groupe, désignant nommément les résistants à traquer. Et c'est Henri Massis, en personne, dans son dithyrambe à la gloire de Maurras, qui, à la page 190, tome II de l'ouvrage, précise sans penser à mal, que son héros, en 1943, travaillait à Lyon au Grand Hôtel dans un bureau exactement contigu à celui de la Gestapo. »

Nous ferons simplement deux remarques :

— Si M. Guillemin était un véritable historien, il aurait vérifié à d'autres sources le témoignage d'Henri Massis. Il se serait alors aperçu que, contrairement à ce qu'écrit Massis, Maurras ne pouvait travailler dans un bureau du « Grand Hôtel » exactement contigu à celui de la Gestapo pour la bonne raison qu'il avait quitté cet hôtel en novembre 1942 pour s'installer rue Franklin.

— Si M. Guillemin était de bonne foi, il aurait pris soin de relire « *L'Action française* » de l'époque et les comptes rendus sténographiques du procès de Charles Maurras. Il aurait alors constaté que l'antigermanisme de Maurras ne s'est jamais démenti — ce qui déchaînait les injures de la presse collaborationniste — et qu'il n'a jamais dénoncé personne à l'occupant.

Mais nous savons depuis longtemps que M. Guillemin n'est ni un historien ni un homme de bonne foi.

**RÉPUBLIQUE
OU MONARCHIE**
la semaine prochaine
**michel
phlipponneau**
professeur à
l'université
de haute bretagne



les régions rurales

Le Joint Français, l'affaire du lait breton, viennent d'attirer à nouveau l'attention sur la Bretagne. Mais par-delà le problème breton, ces deux faits, joints à l'affaire du Larzac, montrent une fois de plus l'échec de la politique régionale dans ces régions situées au sud-ouest d'une ligne Le Havre - Marseille et qui constituent le plus clair du « désert français » : Bretagne, Ouest-Atlantique, Aquitaine, Limousin, Auvergne, Midi-Pyrénées.

UN LOURD PASSIF A LIQUIDER...

Ces zones ont été ignorées, ou peu s'en faut, par les révolutions industrielles du XIX^e siècle. Démunies en charbon et en fer, elles n'ont pas pu compenser ce handicap par la reconversion et l'adaptation des industries traditionnelles qui se sont petit à petit étioilées. Ceci est très net dans le Sud-Ouest où survivent de plus en plus mal des activités semi-artisanales comme la chaussure dans le Limousin ou le Pays Basque (dans ce dernier cas il s'agit de l'adaptation incertaine d'une très ancienne activité de fabrication des sandales).

Il a fallu attendre les années cinquante et le dépassement des conditions technologiques du premier âge industriel pour que commencent à s'installer des industries modernes.

Dans le même temps, la crise agricole précipitait le déclin régional. La diminution des actifs agricoles n'étant pas compensée par le développement de l'emploi dans les autres secteurs, ces régions ont été affectées par un exode massif dirigé principalement vers la capitale.

Bretons, Auvergnats ou Aquitains constituent des groupes importants à Paris et occupent un pourcentage considérable de postes dans la fonction publique. Ce recasement en forme de déracinement dans un secteur parfois parasitaire dans la nation a été favorisé par les politiciens au pouvoir.

Car, ironie du sort, ces régions méprisées par la

grande industrie et la finance, délaissées par les gouvernants successifs de la République, ont fourni l'essentiel du personnel politique depuis un siècle.

Le Sud-Ouest a été le fief de Jaurès, des frères Sarraut, de Doumergue, de Marquet sous la III^e, de Vincent Auriol sous la IV^e, de Chaban actuellement. Et les politiciens qu'il a envoyés dans les allées du pouvoir ont pratiqué non une politique de développement de leur région, mais une politique de clientèle dans toute l'horreur du terme.

Le landais Marquet, maire de Bordeaux de 1925 à 1944, peuplait le corps des facteurs de la ville, d'originaires de son département. Le maire socialiste de Toulouse, Bozzerque, avait porté les effectifs des employés municipaux de la ville à 14.000 (QUATORZE MILLE!).

Quant à la Bretagne, dans l'opposition jusqu'en 1945, elle n'a pas moins de cinq ministres ou gouvernement et ne s'en porte pas mieux pour autant.

... ET DES CHANCES GACHÉES

Cependant, depuis 1945, il semble que ces régions aient décidé de tenir le pari de la modernisation et de la lutte pour la renaissance. Le C.E.L.I.B. (Comité d'Etude et de Liaison des Intérêts Bretons) a été entre autres le symbole de cette renaissance.

L'agriculture bretonne a fait de gros efforts de reconversion et d'équipement. Un programme astucieux de rénovation rurale a été élaboré pour la Bretagne, le Limousin, les pays de Loire, l'Auvergne, l'Aveyron, le Lot, les départements pyrénéens.

Mais on ne remonte pas en un jour le gouffre de routine dans lequel un protectionnisme stupide à la Méline — non dénué de calculs électoraux à court terme — a enfoncé pendant des décennies notre agriculture... Dans le même temps, on s'amuse par idéologie à la jeter dans l'engrenage du Marché Commun agricole, ce Marché Commun si complai-

sant aux gros céréaliers du Bassin Parisien et si dur aux éleveurs de l'Ouest et du Midi.

L'industrialisation de l'Ouest et du Midi n'est plus un mythe et l'on pourrait citer de nombreuses implantations de Sud-Aviation à Toulouse, de Citroën au Mans et à Rennes, en passant par l'électronique bretonne.

Mais le poids des habitudes de clientèle fait que ces industries sont, dans le Sud-Ouest, ou bien des entreprises d'Etat comme à Toulouse, ou bien des implantations d'un patronat sclérosé qui ne vit que grâce aux subventions gouvernementales. Le cas de Bordeaux est éclairant à cet égard. La vieille bourgeoisie chartronnaise est pieds et poings liés entre les mains de Chaban, cependant que Dassault ne vit que des commandes du pouvoir.

Ailleurs, comme en Bretagne, la nécessité de ménager les notables politiques, censés représenter les intérêts de la région et qui défendent surtout les intérêts du parti qui les fait élire, amène l'Etat à subventionner des industries périmées comme les Chantiers Navals de la Loire-Atlantique : ces dernières absorbent des sommes cinq à six fois supérieures à ce qui serait nécessaire pour faire démarrer un plan cohérent d'industrialisation régionale !

ASSISTANCE OU RÉGIONALISATION ?

L'absence d'échelon local et régional puissant ne permet d'ailleurs pas l'élaboration de ce plan. Du coup les problèmes sont pensés au coup par coup sans projet global et l'inexistence de toute concertation débouche sur des affaires de style Joint Français. Traitées en mendiants et non en collectivités responsables, ces régions continuent à s'enfoncer dans des habitudes de mendicité. Elles sont prêtes à se laisser déposséder de leur identité par l'invasion de groupes capitalistes étrangers ou par la prostitution touristique (du C.A.D.I.R. au schéma d'aménagement de la Côte Aquitaine). Ce qui aurait pu être pour la façade atlantique du pays la grande mutation du XX^e siècle, est en train d'avorter lamentablement par suite de l'existence d'un régime sans tête, sans mémoire et sans imagination.

Paul MAISONBLANCHE.

BULLETIN D'ABONNEMENT

17, Rue des Petits-Champs PARIS-1^{er}

ccp naf 642-31

nom _____ Prénom _____
n° _____ rue _____ ville _____ département _____

**Je souscris un abonnement
d'un an a la n.a.f.-hebdo
normal 45fr soutien 100 fr**



cannes 72

Lorsque Jean-Pierre Melville contacta l'acteur Gian-Maria Volonte pour lui offrir un des rôles principaux du *Cercle Rouge*, celui-ci mit un certain temps à accepter et encore ne le fit-il qu'après avoir demandé un cachet astronomique, sans oublier de préciser : « Si vous étiez un cinéaste "engagé" me proposant un film politique, j'aurais tourné pour rien. » Aujourd'hui, plus que jamais, Volonte continue sa carrière d'acteur militant en compagnie d'Elia Petri, un cinéaste qui, de son côté, n'hésite pas à déclarer : « Je suis un fils du peuple et j'en suis fier. Mes parents me permettent de rester en contact avec la partie saine de l'humanité... » Telle est l'équipe de base qui vient de remporter quelques succès et récompenses au Festival de Cannes avec *La classe ouvrière va au paradis*.

Un bon artisan réalisateur plus un bon acteur, cela donne souvent un bon film et c'est présentement le cas ; mais encore faut-il être sûr que le film en question sort un tant soit peu de l'ordinaire, ce qui n'est, là, pas le cas du tout. A travers un accident du travail, un ouvrier, Lulu Massa, découvre la solidarité de la classe et l'utilité de la lutte à outrance contre les « exploités ». Le « stakhanoviste » victime de la société de consommation, pris dans le cercle vicieux : accroître la production en gardant une cadence de travail élevée afin de gagner davantage pour pouvoir acheter plus de produits, prend enfin conscience qu'il est exploité et devient, bien sûr, le plus enragé des militants. Cependant, ce sont les étudiants maoïstes qui provoquent ce changement et non les syndicalistes, comme ce sont eux qui réussiront à assouplir le travail de l'usine,

envers et contre les ouvriers eux-mêmes, plutôt hostiles au premier abord à ces militants agressifs. Car c'est la folie qui guette l'ouvrier s'il continue à travailler sur ce rythme inhumain, les étudiants le lui crient, les faits, la folie de certains de ses camarades, le lui prouvent. Il doit donc se battre constamment s'il veut se libérer, et s'unir dans la violence. Petri termine sa profession de foi par un appel aux syndicalistes qui semble vouloir dire : vous avez perdu votre véritable vocation, celle de la lutte, mais il est encore temps de vous ressaisir. Peut-on rêver film plus socialement politique ?

Après cette palme d'or, partagée avec *L'Affaire Mattei*, abordons le prix de la critique : il s'agit du film de René Vautier, *Avoir vingt ans dans les Aurès*. Fils d'un ouvrier et d'une institutrice, ancien F.F.I., ce réalisateur prend très tôt position en faveur du F.L.N. et tourne plusieurs films en Afrique du Nord. *Avoir vingt ans dans les Aurès* a été fait grâce aux capitaux de l'Unité de Production cinématographique de Bretagne. « Basé sur les témoignages et interviews de 600 appelés ou rappelés de la guerre d'Algérie », il cherche à illustrer deux phrases du général de la Bollardière : « Quant aux jeunes du contingent, dont on parle très peu, ils mettront longtemps à se remettre de cette guerre. Il m'arrive tous les jours d'en rencontrer, qui m'avaient avoir gardé un tenace et horrible souvenir de ce qu'on les a contraints de faire. ». En fait, les réactions du petit groupe de Bretons chargé d'illustrer celles du contingent tout entier peuvent difficilement prouver quelque chose. Quant aux interviews des soldats, il faudrait encore les avoir entre les mains pour en

apprécier le contenu ! Le mot du film c'est la quille, ce qui n'a évidemment rien de surprenant chez des engagés involontaires. Engagés indisciplinés d'ailleurs, que leur insoumission a conduits dans une région particulièrement redoutable. Seule la voix du général de Gaulle, prêchant la révolte vis-à-vis de son supérieur si celui-ci prend parti en faveur du putsch, saura trouver leur approbation. L'« ordre » rétabli, ils se prononceront définitivement contre cette guerre et, en filigrane, contre toute forme de guerre. Mais, ce que René Vautier oublie de rappeler, c'est que le véritable choc psychologique, les soldats du contingent ont dû le ressentir un jour de juillet 1962, au moment où, quittant la terre d'Algérie, ils abandonnaient à l'A.L.N. les villages venus se mettre sous leur protection.

Dans ce festival où les films intéressants étaient presque tous hors compétition, la mode de l'« engagement » a prévalu. Souhaitons pour le repos du public qu'elle passe très vite.

Dominique PAOLI.

conte bleu

Il était une fois un jeune hebdomadaire royaliste qui vivait sans aucun problème. Il lui suffisait de paraître régulièrement pour que le flot des abonnements vienne gonfler inlassablement ses fichiers. Il lui suffisait du plus petit appel (à peine deux mots) pour que les réabonnements affluent, à une vitesse évoquant irrésistiblement celle du torrent après l'orage.

Aussi les courbes poursuivaient-elles sans peine une ascension proche de la verticale. Aussi la direction administrative coulait-elle des jours heureux, mollement allongée sur des coffres pleins à ras bords. Et ses nuits étaient sans cauchemars, puisqu'elle savait que l'aube lui apporterait des montagnes de sacs remplis de chèques et de mandats.

Le petit hebdomadaire voyait donc approcher à grand pas le moment où, par un saut brusque accompli sans difficulté aucune, il deviendrait l'égal des plus grands, des plus beaux, des plus rutilants hebdomadaires de la presse française. A vrai dire, seul l'inquiétait le moment délicat où, parvenu au tirage de son confrère américain *Time* (7 millions d'exemplaires), il risquerait de voir son élan brisé par des lois économiques surprenantes mais non moins fatidiques.

Telle est la belle et édifiante histoire de la *N.A.F.*, que se racontent nos lecteurs le soir à la veillée.

Galéjade ? Non point, puisque nos lecteurs au numéro reportent toujours à plus tard la décision de souscrire un abonnement, comme s'ils étaient certains de constituer une exception. Non point, puisque beaucoup parmi nos premiers abonnés omettent de répondre à la « lettre de relance » que vient de leur envoyer Yvan Aumont.

Il faut dire à leur décharge que, ces derniers mois, nous avons été fort discrets sur nos difficultés financières. Peut-être par pudeur. Peut-être aussi pour ne pas ennuyer certains de nos lecteurs, qui en ont déjà tant entendu sur ce chapitre...

Mais nous ne pouvons plus nous taire. Chaque semaine désormais, nous allons dire très clairement ce qu'est la vie d'un journal comme le nôtre, qui crèvera si chacun ne fait pas tout de suite l'effort de s'abonner. Ou de se réabonner.

Bertrand RENOUVIN.

10

théâtre

« les perles de culture »

De Jacques LAURENT et Claude MARTINE

Le pastiche n'est pas mort. Les « à la manière de... », début du siècle, de Reboux et Muller, les célèbres pastiches de Proust qui sont encore dans toutes les mémoires, semblaient avoir enterré un art qui florissait dans l'Antiquité. Platon imitait déjà, en effet, les oraisons funèbres officielles dans le « Ménexène ».

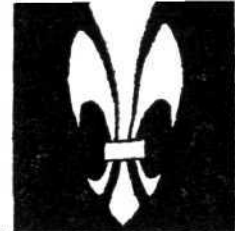
Aux antipodes de la parodie, Jacques Laurent et son épouse Claude Martine, qui ne font qu'un,

viennent de redécouvrir ce parent noble. Nouvelle corde à son arc littéraire. Six figures inégales de notre littérature passent sous le couperet. Les habitudes de l'esprit, les tics de langage et d'écriture de ces messieurs sont disséqués sur les lamelles de ce perceur d'âmes génial qu'est J. Laurent.

Si Ionesco et Audiberti passent moins facilement, si le bruyant faux-prophète que fut Paul Claudel n'est pas assez féroce ment écorché, le « Coup de tête » d'après Sartre, le « Souffle au cœur » selon Mauriac et l'« Agnelle noire » d'après Anouilh, constituent des chefs-d'œuvre. Une entreprise de démontage systématique du langage n'est jamais facile, mais J. Laurent a tenu la gageure.

Les tourments mauriaciens, ceux du vieux patriarche de Malagar, l'éternel combat entre l'appel nostalgique de la pureté et la chair, les préoccupations nombriliques du bonhomme Sartre et la révolte typique d'Anouilh, « Cher Antoine », contre toutes les flétrissures, défilent sur la scène de l'Athénée, dans l'atmosphère adéquate recréée. Jacques Laurent se montre aussi grand que La Bruyère en train de dénicher Montaigne en sa tour-bibliothèque. Ce n'est pas peu écrire.

Ph. BERNSTEIN.



camp royaliste

Véritable « Université d'été », les campeurs recevront à la fois une formation théorique et doctrinale par les conférences et les cercles d'études, et une formation pratique pour toutes les activités utiles au militant d'Action française. Destiné essentiellement aux militants désireux de recevoir une bonne formation de base, le camp aura un nombre de places strictement limité. L'encadrement sera formé d'un certain nombre de militants chevronnés désignés par la Direction des Etudes qui est placée sous l'autorité de Gérard Leclerc et de Michel Giraud. Le Chef de Camp sera Guy Lemaigen (Orléans), la direction de l'intendance est confiée à M^{lle} Yolande de Prunelé.

Dates : pour l'encadrement (du samedi 15 juillet au soir au dimanche 30 juillet au soir).

Pour les autres participants : du dimanche 16 juillet dans la journée au dimanche 30 juillet au soir.

Lieu : le camp se tiendra probablement en Vendée ou en Bretagne.

Conditions : les demandes d'inscriptions doivent nous être adressées à l'avance. L'accès du camp sera refusé à ceux qui n'auront pas rempli cette formalité. Il n'y aura cette année aucune location de matériel au camp. Les campeurs devront donc se procurer à l'avance et par leurs propres moyens : tente, lit de camp, sac de couchage et couverts.

Le prix du séjour est fixé à 240 F pour toute la durée du camp, pour les inscriptions parvenues avant le 5 juillet. Passée cette date, le prix du séjour est fixé à 260 F.

circuit de distribution

HAUTE-GARONNE

Toulouse :

- 15, place du Capitole (sous les arcades).
- Martin-Gautier, 10, rue d'Alsace.
- Maison de la Presse, 64, rue de Metz.

GIRONDE

Libourne : Librairie Aubertin, 14, place Abel-Surchamp.

JURA

Lons-le-Saunier : Maison de la Presse, 17, place de la Liberté.

Dôle : Maison de la Presse, Grande-Rue.

LOIR-ET-CHER

Blois : En vente dans tous les kiosques.

LOIRET

Orléans :

- La Maison de la Presse, rue Bannier.
- Kiosque place Albert-1^{er}.
- Kiosque place Gambetta.
- La Source : Au centre 2002.

MAINE-ET-LOIRE

Angers :

- Bar du Lycée, place du Lycée.
- Au Pacha, 16, rue d'Alsace.

RHONE

Lyon :

- Terreaux - Perraud, 20, rue Romarin.
- Presqu'île - Maison de la Presse, 68, rue de la République.
- Saint-Jean - Roumihague, 2, quai Romain-Rolland.
- Facultés - Lambert, 1, route de Marseille.

PARIS

- Lamblot, 10, rue Croix-des-Petits-Champs, 1^{er}.
- Greggory, 26, rue du Bac, 7^e.
- Librairie Française, 27, rue de l'Abbé-Grégoire, 6^e.
- Roquain, 10, rue des Petites-Ecuries, 10^e.
- Bayen, 47, rue Bayen, 17^e.
- Air-Marine, 10, boulevard Victor, 15^e.

BANLIEUE

Rueil : Maison de la Presse.

réunions

NANTES :

Jeudi 15 juin :

13 h 30 Déjeuner-débat avec Gérard Leclerc, au Restaurant Jean-V, rue Voltaire. Inscriptions auprès de M. Hervé Louboutin, 113, rue du Général-Buat, 44 - Nantes.

20 h 45 Conférence de Gérard Leclerc : « Heureux ou aliéné ? ». Central-Hôtel, 4, rue du Couédic, Nantes.

SAINT-BRIEUC :

Vendredi 9 juin à 20 h 30 :

Conférence de Bertrand Renouvin : « L'Europe et l'Action française ». Centre Charnier, salle n° 2, bâtiment B, porte 5.

réabonnement

Nos amis abonnés de la première heure sont priés de bien vouloir dès maintenant payer leur réabonnement. Vous éviterez à l'administration de notre journal des frais importants de courrier et de relance.

Nous savons que vous avez été satisfaits des progrès que votre journal a faits dans la présentation durant cette année.

Vous nous avez aidés à gagner le pari de tenir et de nous développer pendant un an. Au cours de l'année qui commence, nous souhaitons encore développer le nombre de nos pages et notre présentation. Nous devons le faire avec vous.

Il vous suffit dès maintenant de nous envoyer un chèque bancaire ou un C.C.P. à l'ordre de : LA NOUVELLE ACTION FRANÇAISE (C.C.P. N.A.F. 642-31), à l'aide du bulletin d'abonnement que vous trouverez dans ce numéro.

ERRATA. — Une erreur de transmission a attribué à Philippe Bernstein l'article paru la semaine passée dans la "N.A.F." : « Nixon-Brejnev : vers un nouvel équilibre », dont l'auteur était Axel Alberg. Nous prions nos deux collaborateurs de nous en excuser.

**pour
l'imprimerie
royaliste**

La N.A.F. s'est fixé comme objectif prioritaire dans la royalisation du pays, la conquête de l'intelligence. Mais pour cela des journaux, quelles que soient leurs qualités, ne suffisent pas. Il nous faut sortir des brochures, des livres, comme le faisait l'A.F. avant guerre.

Une telle entreprise est quasi irréalisable, financièrement parlant, si l'A.F. ne possède pas à nouveau une imprimerie qui, en outre, diminuerait les coûts de fabrication de la "N.A.F.-Hebdo" et d'"A.F.U."... et nous permettrait de « sortir » nos journaux, même en cas de troubles.

Encore faut-il amorcer la pompe : le Comité Di-

recteur a mis un projet à l'étude. D'ores et déjà il apparaît qu'une éventuelle imprimerie d'A.F. aura besoin pour être rentable, dans un premier temps, de réaliser des travaux « extérieurs ».

Tous ceux de nos lecteurs qui ont besoin professionnellement de recourir aux services d'un imprimeur peuvent se mettre en relation avec Gérard Carpentier, La Nouvelle Action Française, 17, rue des Petits-Champs, 75 - Paris (1^{er}), qui les renseignera sur les tarifs que l'imprimerie en formation ferait pour la réalisation de leurs commandes.

C'est de la quantité de réponses que dépendra le succès de l'opération envisagée.

pour un front patriotique

nous n'avons pas le choix

En proposant une ligne de « *Front Patriotique* », je suis bien conscient que je vais scandaliser une partie de nos amis, d'autant que les scribes accroupis, gardiens vigilants des livres saints, feront ce qu'il faudra pour déformer ma pensée, au point de la rendre odieuse. Je tiens donc à préciser que je n'engage nullement la N.A.F., pour la bonne raison que je n'en suis pas membre. Qui plus est, la ligne de « *Front Patriotique* » Quant à la droite « libérale », elle s'est internationalisée, en même temps que le capital. Reste la droite « catholique », promise d'ailleurs à la destruction dans la mesure où son cléricisme la porte à suivre passivement un clergé infecté de marxisme. Jusqu'à la condamnation de l'A.F. en 1926, elle subissait l'influence de Maurras, mais depuis, elle a été livrée aux idéologues démo-chrétiens et sauf exception, elle est devenue européiste. Ce rapide inventaire suffit à prouver qu'à droite nous ne trouverons pas, actuellement, d'alliés. Il est permis de le déplorer. En politique, néanmoins, fournit la conclusion nécessaire, au plan pratique, de la réflexion doctrinale, poursuivie dans « *Aspects* » au cours des années 1969-1971. Personne, à l'époque, n'en contestait « l'orthodoxie ». Je conçois parfaitement qu'on puisse n'être pas d'accord avec mes positions tactiques. Le choix d'une ligne politique est une affaire trop grave pour qu'on en décide sans en avoir auparavant discuté longuement. C'est pourquoi je souhaite qu'un véritable débat s'instaure, à l'intérieur de l'école d'Action française. Ce serait plus roboratif que de poursuivre des querelles de personnes, à la manière des deux équipes de chapelains qui se disputent un sanctuaire désaffecté (1). Après tout, il n'est pas interdit de rêver.

Quoi qu'il en soit, il est légitime que certains ressentent quelque répugnance à accepter une ligne politique qui implique, je ne le nie pas, une « *ouverture à gauche* ». Comment oublier, en effet, l'affreuse épuration de 1944, les campagnes anti-colonialistes et anti-militaristes de ces dernières années ? Il paraît que M. Debu-Bridel éprouve, à la pensée de s'allier avec des « *maurassiens* » une sorte d'horreur viscérale. Qu'il sache bien que j'en ai autant à son service. Mais fait-on de la politique avec ses viscères ? L'A.F., en tout cas, n'a jamais refusé de défendre la patrie, aux côtés d'hommes de gauche. Elle l'a montré en 1917, lorsqu'elle soutint George Clemenceau.

Le clivage véritable passe non pas entre la droite et la gauche mais à l'intérieur de ces deux factions. Il y a une droite patriote et une droite cosmopolite, une gauche patriote et une gauche internationaliste. Précisément l'idéologie européiste a permis l'alliance de la droite cosmopolite (Pinay) et de la gauche internationaliste, communistes exceptés. Un fasciste d'*Ordre Nouveau* et un socialiste du genre de Mitterrand se trouvent objectivement dans le même camp. Si la nécessité l'exige, ils s'y trouveront subjectivement. Déjà, pendant l'occupation allemande, le mythe de l'Europe amena un Rebattet et un Déat à « collaborer » en bons camarades. Existe-t-il encore une droite patriote ? Sans doute, faut-il la chercher parmi l'électorat petit-bourgeois, de tradition plébiscitaire qui rallia en 1947 le R.P.F. Pour l'heure elle est anesthésiée par le pompidolisme, qui flatte son goût de l'ordre, moins, le réalisme interdit de ruser avec les faits.

Par contre, il subsiste une gauche patriote : elle se dit résistancialiste. C'est vrai. Mais le Maréchal Pétain et Charles De Gaulle sont l'un et l'autre entrés dans l'Histoire. Chacun est libre de garder ses souvenirs, avec pitié. On ne vit pas de souvenirs. Elle fut anticolonialiste. C'est vrai. Mais l'Empire est perdu. Irrémédiablement. Il n'y a plus de colonies, donc de colonialisme ou d'anticolonialisme. Elle se veut parfois antimilitariste. Mais De Gaulle a cassé l'armée. Celle de M. Michel Debré, à l'exception de quelques unités de cavalerie ou de parachutistes, n'est plus qu'une chientlit. Plutôt que de défendre une armée qui est devenue un mythe, créons les conditions de sa renaissance.

Que la gauche soit pourrie d'idéologie, nous le savons. La droite l'est aussi. Le fascisme, le libéralisme, le cléricisme ne valent pas mieux que leurs contraires. Au reste, interrogeons notre propre histoire. La première « *Action Française* », fut fondée par des militants de la gauche patriote, un Pujol ou un Vaugeois, devenus anti-dreyfusards du fait de leur patriotisme, tout comme la gauche patriote se veut, aujourd'hui anti-européiste. Puis vint Maurras, qui n'était ni de gauche ni de droite et la première « *Action Française* » évolua jusqu'à conclure à la monarchie. Pourquoi cette belle aventure ne recommencerait-elle pas ? Il n'y a plus de Maurras sans doute. Pourtant, son héritage demeure.

Que d'occasions manquées, par la suite : Péguy pourtant si proche, Sorel et les syndicalistes révolutionnaires, le cercle Proudhon et Henri Lagrange, Valois et le maire communiste (mais soldat de Verdun) de Périgueux. Allons-nous manquer celle-ci ? Je l'écris sans hésiter. Catholique, je me sens beaucoup plus de points communs avec le « gauchiste » Clavel, qui aime et célèbre Jeanne d'Arc qu'avec l'évêque Riobbe, d'Orléans, qui n'ose même plus prier la Sainte de la Patrie. Et nationaliste français je préfère cent fois le « gauchiste » Clavel à Lecanuet, le chéri de « *Minute* ».

En réalité, ma seule crainte c'est que nos militants ne soient pas assez formés. Patriote ou non, la gauche a assimilé les techniques psycho-sociologiques de manipulation des assemblées. Elle sait qu'aujourd'hui la violence n'est plus physique mais psychologique. Elle a découvert la valeur de l'informel et du non-directif. Ce qui lui donne une avance considérable, au plan technique. Cette avance d'ailleurs ne date pas d'aujourd'hui. Il suffit de relire les livres d'Augustin Cochin, sur les sociétés de pensée, La « *révolution culturelle* » n'est qu'une variante plus raffinée et comme spiritualisée, des méthodes qui permirent de détruire l'ancienne France. Certes, il est bien que nos jeunes amis conservent l'idéal des camelots du Roi. Il serait meilleur encore qu'ils suivent des cours de dynamique des groupes. Aussi longtemps que l'A.F. restera accrochée aux structures de ligue, je vois mal comment elle pourra adopter la ligne de « *Front Patriotique* » sans risquer d'être manipulée. Une technique, cela s'apprend. Il suffit de le vouloir.

(A suivre)

Pierre DEBRAY.

(1) C'est le mérite de la N.A.F., la justice commande de le reconnaître, d'avoir su d'une part, éviter d'entrer dans ces misérables querelles dont les protagonistes semblent incapables d'une analyse politique.